

Registre des intérêts – Déclaration

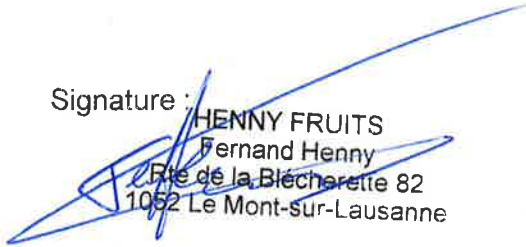
Noms : Henny, **Prénoms :** Fernand

Groupe/parti : Alliance Montaine

- a) Activités professionnelles *(fonction et entreprise) :
Arboriculteur, indépendant
- b) Fonctions assumées au sein d'organes de direction, de surveillance ou de conseil de personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune *(conseil d'administration, fondation) :
Aucune
- c) Fonctions assumées au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, d'un canton ou d'une collaboration intercantonale ou intercommunale :
Aucune
- d) Appartenances et fonctions exercées dans des groupes politiques actifs au niveau communal, cantonal et/ou fédéral :
Alliance Montaine, membre
- e) Appartenances et fonctions exercées pour le compte de groupes d'intérêts actifs sur le territoire suisse *(Greenpeace, Avenir Suisse, ASLOCA, CVI Chambre vaudoise immobilière) :
Aucun
- f) Appartenances et fonctions exercées au sein d'associations de quartier, de sociétés locales ou d'autres associations actives sur la commune :
Membre du réseau écologique du petit Flon, Membre du groupement des agriculteurs du nord Lausannois
- g) Terrains et autres propriétés foncières sur le territoire de la commune :
Aucun
- h) Détention d'actions et/ou d'autres participations dans des personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune :
Actionnaire de l'entreprise Dormakaba active au Mont-sur-Lausanne.

Par sa signature, le/la Conseiller·ère communal·e reconnaît que toutes ses affirmations sont exactes.

Le Mont-sur-Lausanne, le
13 mars 2023

Signature : 
HENNY FRUITS
Fernand Henny
Rte de la Blécherette 82
1052 Le Mont-sur-Lausanne

*Des exemples ont été ajoutés aux points a), b) et e) afin de faciliter la compréhension des renseignements demandés.

Source : Art. 56 (RCC), Règlement ad hoc – Registre des intérêts

Contrôle : Tous les élu·es sont contrôlé·es durant la législature. Utilisation d'outils en libre accès : registre du commerce, registre foncier, moteurs de recherche, bases de données, etc....